



**HAL**  
open science

## The growth vs. environment conflict

Simon Persico

► **To cite this version:**

Simon Persico. The growth vs. environment conflict. Daniel Boy; Didier Witkovski. Une planète mobilisée? L'opinion mondiale face au changement climatique, EDF - Direction des études, pp.62-67, 2023, ObsCoop 2022, 978-2-9555487-2-1. halshs-04131344

**HAL Id: halshs-04131344**

**<https://shs.hal.science/halshs-04131344v1>**

Submitted on 19 Jun 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# UNE PLANÈTE MOBILISÉE ?

## L'OPINION MONDIALE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Sous la direction de  
Didier Witkowski & Daniel Boy





# UNE PLANÈTE MOBILISÉE ?

## L'OPINION MONDIALE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Sous la direction de  
**Didier Wittkowski & Daniel Boy**

**Obs' COP 2022**  
Observatoire international  
Climat et Opinions Publiques

#### ÉDITION

**EDF - Direction des Études**  
22-30 avenue de Wagram - 75008 Paris

#### DIRECTION

**Didier WITKOWSKI** (Direction des Études EDF)  
**Daniel BOY** (Cevipof, Sciences Po)

#### COORDINATION ÉDITORIALE

**Anne-Cécile LAFOURCADE, Irène ROCHE**  
(Direction des Études EDF)

#### PRODUCTION

**Anne-Cécile LAFOURCADE, Irène ROCHE,**  
**Arnaud TAGGER, Didier WITKOWSKI**  
(Direction des Études EDF)



Enquête internationale conçue par la **Direction des Études EDF**  
et réalisée par l'**Institut Ipsos**



**Brice TEINTURIER** (Directeur général délégué)

Au sein de la Direction Corporate Reputation

**Guillaume PETIT** (Directeur)

**Estelle CHANDEZ** (Directrice adjointe)

**Margaux SCHMITT** (Chargée d'études sénior)

CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION

**humancom**

Yann de CADEVILLE, Alexandre CHEYROU, Caroline DUBON,

Pauline de LABARTHE, Anne-Marie LACCOIN

IMPRESSION

**Printvallée**

# AVANT-PROPOS

Lorsque nous avons initié l'Observatoire international Climat et Opinions Publiques (ObsCOP) en 2019, nous avions l'intention que les populations, et plus seulement les militants, les scientifiques et les gouvernants, seraient de plus en plus mobilisées par le changement climatique. Mobilisées car impliquées personnellement et émotionnellement, mais aussi concernées par des politiques climatiques qui interrogent leurs modes de vie, le sens de leur travail, leurs revenus, et enfin sollicitées par des offres politiques – dans les pays qui le permettent – qui leur proposent des solutions ou, parfois, un récit alternatif. L'enquête, réalisée chaque année depuis quatre ans, a chroniqué l'importance ressentie de l'enjeu climatique dans des zones très différentes de la planète, avec chacune sa culture et son histoire, ses événements climatiques, ses enjeux économiques et sociaux spécifiques. Nous avons certes mesuré des dynamiques communes – la montée de l'enjeu environnemental et sa résilience face à la Covid-19 et à l'inflation mondiale, l'installation de l'enjeu climatique en tête des priorités environnementales un peu partout dans le monde –, mais nous ne mesurons ni une plus forte mobilisation des citoyens / consommateurs, ni une acceptation croissante des politiques climatiques, en tout cas proportionnelle à la dramatisation des alertes scientifiques.

À ce point du constat, il nous est apparu nécessaire de faire une pause et de creuser davantage les données de ces quatre années d'enquête, afin de mieux comprendre les logiques sous-jacentes à ces résultats inattendus – décourageants d'un côté, intriguants en tout cas. Nous avons donc proposé à plus d'une vingtaine de chercheurs en sciences sociales et politiques d'analyser différentes thématiques de l'enquête ou les résultats d'un pays en particulier. Ce livre est le résultat de leurs travaux : il éclaire les logiques d'acceptabilité des politiques climatiques ou les freins à l'action individuelle, sans négliger la question de la perception du changement climatique, de ses causes et de ses conséquences ; il propose également d'étudier plus précisément la situation dans une dizaine de pays. Il exprime enfin la volonté d'EDF d'enrichir le débat en proposant une matière utile à tous ceux qui défendent la cause climatique.

# Le conflit entre croissance et environnement

■ Simon Persico – Laboratoire Pacte (CNRS, Sciences Po Grenoble, université Grenoble Alpes)

L'idée selon laquelle la croissance infinie du produit intérieur brut n'est pas compatible avec le respect des limites physiques et biologiques de la planète est presque aussi ancienne que la croissance elle-même. Alors que la révolution industrielle a ouvert une fenêtre inédite dans l'histoire de l'humanité, marquée par un accroissement rapide et continu de la production, de nombreux auteurs, intellectuels et scientifiques ont documenté et déploré, dès le <sup>xix</sup>e siècle, les effets néfastes du développement économique sur les équilibres planétaires. De Louis René Villerme à John Stuart Mill, de Dominique Méda à Jason Hickel, de Nicholas Georgescu-Roegen à Dennis Meadows, Donella Meadows et Jørgen Randers, dont on a célébré en 2022 les cinquante ans de l'ouvrage *Limits to growth*, la liste des personnalités critiques de l'idéal productiviste est longue.

Les externalités négatives de la croissance économique sont connues : dégradation des sols, de l'air et de l'eau, production de déchets, épuisement des ressources et déséquilibre climatique. Le dernier rapport du Giec confirme ces critiques, en remettant en question l'idée selon laquelle il serait possible de « découpler » durablement croissance économique et émissions de gaz à effet de serre<sup>1</sup>. On retrouve les mêmes critiques du côté des experts en biodiversité de l'IPBES (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services), qui doutent de la compatibilité entre la croissance économique et la protection du vivant<sup>2</sup>.

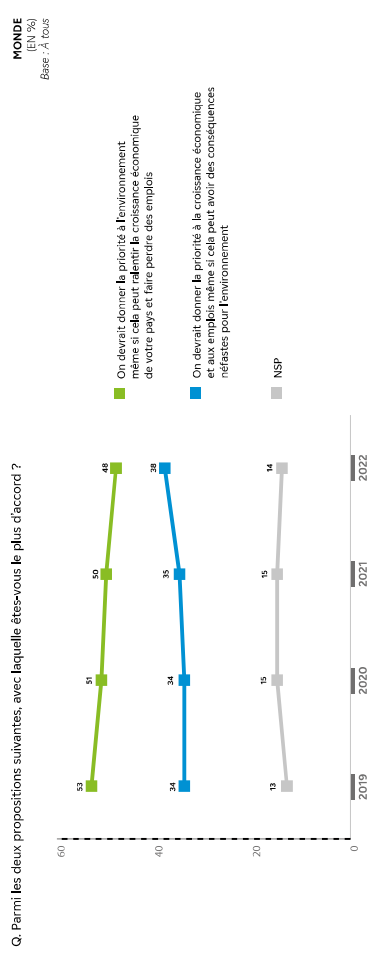
Pour ces auteurs, entre croissance du PIB et préservation de l'habitabilité de la planète, les sociétés humaines doivent faire un choix. Si l'objectif de croissance reste central dans les politiques économiques de la plupart des pays, comment les opinions publiques se situent-elles face à ce choix ? L'analyse de plusieurs questions posées dans l'enquête ObsCOP offre de bons éléments de réponse. Après avoir présenté l'évolution et la distribution des réponses à ces questions dans le temps et dans l'espace, ce chapitre présente les principaux déterminants sociaux et politiques des positions productivistes – favorables à la croissance au détriment de l'environnement – et anti-productivistes – qui préfèrent protéger l'environnement, même au détriment de la croissance économique.

1. PÖRTNER Hans-Otto et al. « Climate change 2022: impacts, adaptation and vulnerability », IPCC, Sixth Assessment Report, 2022.  
2. OTERO Iago et al. « Biodiversity policy beyond economic growth », *Conservation Letters*, 2020, vol. 13(4) : e12713.

# LA PRIORITÉ ACCORDÉE À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT PLUTÔT QU'À LA CROISSANCE DOMINE MAIS S'AFFAIBLIT

Une question est particulièrement pertinente pour évaluer les positions des 30 pays sur le dilemme entre croissance et environnement. Les personnes interrogées devaient choisir entre « donner la priorité à l'environnement, même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois » et « donner la priorité à la croissance économique et aux emplois même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement ». Cette question, en liant croissance et emplois, ce qui peut être discuté<sup>3</sup>, est intéressante, car elle est de nature à limiter les réponses favorables à l'environnement. Ce sont les emplois, et non seulement une croissance du PIB parfois éloignée du quotidien, qui sont dans la balance pour les répondants.

Fig. 1. L'évolution de la priorité donnée à l'environnement ou à la croissance



Dans la moyenne des 30 pays étudiés, c'est pourtant la protection de l'environnement, même si cela peut ralentir la croissance économique et faire perdre des emplois, qui est considérée comme prioritaire. Ce soutien s'est tassé au cours des quatre vagues, passant, comme le montre la Figure 1, de 53 % en 2019 à 48 % en 2022. Cela peut s'expliquer par les difficultés économiques qui ont suivi la crise de la Covid-19 et le déclenchement de la guerre en Ukraine. De même, le taux de personnes ne se prononçant pas sur cette question est plus élevé que pour de nombreuses autres questions de l'ObsCOP, avec des niveaux avoisinant les 15 % des répondants, ce qui marque l'indécision d'une part importante des échantillons face à un tel dilemme.

Mais le taux de répondants privilégiant l'environnement dépasse de 10 points, en moyenne, celui des répondants préférant la croissance. La Figure 2 montre que l'environnement est l'option prioritaire dans 21 des 30 pays de l'enquête. La croissance domine toutefois en Afrique du Sud – où la priorité accordée à la croissance est la plus élevée –, au Japon – où la priorité accordée à l'environnement est la plus faible –, mais aussi en Arabie saoudite, aux États-Unis, en Indonésie, au Nigeria, au Royaume-Uni, en Russie et en Suède.

L'observation de cette Figure indique également que la priorité accordée à l'environnement est plus élevée dans les pays les moins riches de l'échantillon. Plus précisément, 53 % des répondants dans les pays avec un PIB par habitant inférieur à 9 999 dollars privilégient l'environnement, contre 44 % dans les pays avec un PIB par habitant supérieur à 30 000 dollars. Les pays les plus riches sont également ceux où la part des répondants refusant de choisir est la plus élevée. Ce résultat peut paraître contre-intuitif au regard de la thèse, développée par Ronald

3. GADREY Jean. « Voulez-vous préserver l'environnement ou la croissance et l'emploi ? Une question trompeuse de l'enquête sur les valeurs des Européens ». *Debout. Le blog de Jean Gadrey sur Alternatives économiques*, 2019.  
En ligne : <<http://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2019/05/04/voulez-vous-preserver-l-environnement-ou-la-croissance-et-l-emploi-une-question-trompeuse-de-l-enquete-sur-les-valeurs-des-europeens>>

Inglehart dès la fin des années 1970<sup>4</sup>, selon laquelle c'est dans les économies industrielles avancées que l'on trouve le plus de citoyens mus par des valeurs « post-matérialistes » comme l'environnement, la démocratie ou l'émancipation, plutôt que des valeurs matérialistes comme la sécurité physique et économique. La Figure 2 pointe plutôt vers une forme d'universalité de la critique de la croissance économique, qui ne semble pas constituer un idéal indépassable pour les citoyens des pays moins développés. Une explication alternative à ce phénomène pourrait provenir de ce que les pays les moins riches de l'échantillon sont aussi ceux qui connaissent les taux de croissance les plus élevés. Ce serait alors la dynamique de la croissance des richesses qui influencerait positivement les préférences environnementales des individus, à l'inverse du niveau de développement de ces richesses.

Fig. 2. Priorité donnée à l'environnement ou à la croissance

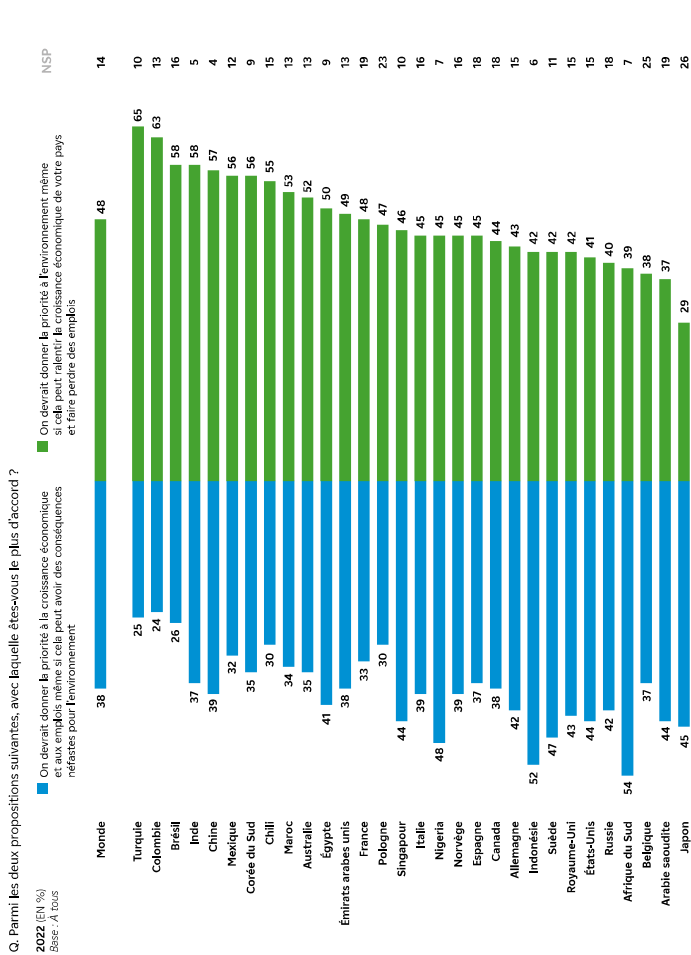
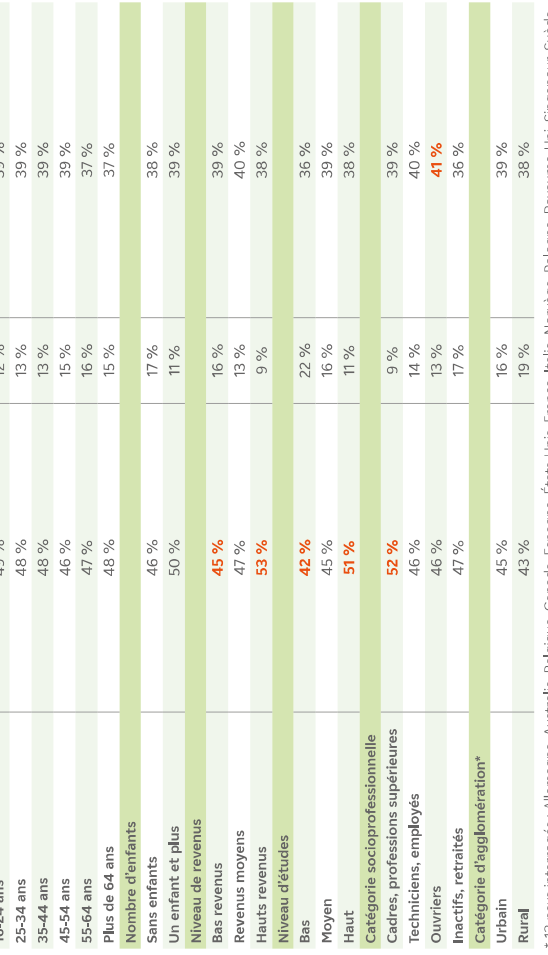


Fig. 3. Priorité donnée à l'environnement ou à la croissance selon les catégories sociodémographiques



D'autres variables structurent les réponses de manière plus nette. C'est le cas du niveau d'études : 51 % des plus diplômés déclarent privilégier l'environnement, contre 42 % chez les moins diplômés, même si les écarts sont plus limités pour le soutien à la croissance. De même, les personnes avec les plus hauts niveaux de revenus dans leur pays donnent une priorité plus importante à l'environnement que les répondants les plus modestes. Une approche plus contextualisée de l'effet de cette variable montre que les différences en fonction du niveau de revenus sont encore plus marquées dans les pays les plus développés (PIB par habitant supérieur à 30 000 dollars). Dans ces pays, seulement 32 % des personnes avec les revenus les plus faibles déclarent privilégier l'environnement, contre 49 % des personnes avec les revenus les plus élevés, pour une moyenne de 44 % dans ces pays. Le groupe social le plus attaché à la croissance et aux emplois, plutôt qu'à l'environnement, est constitué des citoyens les plus pauvres à l'intérieur des pays les plus développés.

## LES DÉTERMINANTS POLITIQUES DU SOUTIEN À L'ENVIRONNEMENT PLUTÔT QU'À LA CROISSANCE

Si les préférences des répondants sur la question de la croissance varient selon leur position sociale, elles sont également liées à leurs préférences sur d'autres dimensions du débat public. La Figure 4 indique par exemple que les convictions relatives à l'existence et à l'origine du changement climatique affectent, sans surprise, la position sur le débat environnemental/croissance. Les répondants qui considèrent, à tort, que le changement climatique est un phénomène naturel sont 60 % à privilégier la croissance, contre 31 % qui privilégient l'environnement. Inversement, seuls 31 % de ceux qui considèrent, à raison, que le changement climatique est d'origine humaine privilégient la croissance, contre 57 % qui favorisent l'environnement, y compris au détriment de la croissance et des emplois.

## LES DÉTERMINANTS SOCIODÉMOGRAPHIQUES DU SOUTIEN À L'ENVIRONNEMENT PLUTÔT QU'À LA CROISSANCE

Si les positions sur le conflit entre croissance et environnement varient selon les pays, les différences liées aux caractéristiques sociodémographiques des répondants sont plus limitées. Comme l'indique la Figure 3, de nombreuses variables sociodémographiques ne semblent avoir aucun effet sur la préférence pour l'environnement ou pour la croissance et l'emploi. Les niveaux de réponse sont assez comparables quels que soient le sexe, le statut parental ou le lieu d'habitation. Cela tend à infirmer certains des résultats issus de la littérature, qui voient les femmes, par exemple, plus enclines à favoriser l'environnement<sup>5</sup>.

4. INGLEHART Ronald. *The silent revolution: Changing values and political styles among western publics*. Princeton University Press, 1977.  
5. MILDENBERGER Matto et LEISEROWITZ Anthony. « Public opinion on climate change: Is there an economy-environment tradeoff? » *Environmental Politics*, 2017, 26(5), 801-24.

Fig. 4. Priorité donnée à l'environnement ou à la croissance selon les préférences politiques

MONDE 2022 Base: A tous	On devrait donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois	NSP	On devrait donner la priorité à la croissance économique et aux emplois même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement
Ensemble.....	43 %	14 %	38 %
Origine humaine	57 %	12 %	31 %
Origine naturelle	31 %	9 %	60 %
On ne peut pas savoir + NSP	26 %	37 %	37 %
<b>Rapport au changement politique<sup>7</sup></b>			
Révolutionnaire	53 %	8 %	39 %
Réformiste	50 %	12 %	38 %
Conservateur	34 %	12 %	54 %
Redistribution des richesses <sup>8</sup>			
Pro-redistribution	51 %	11 %	38 %
Anti-redistribution	43 %	14 %	43 %
<b>Secteur public<sup>9</sup></b>			
Pro-public	53 %	8 %	39 %
Pro-privé	45 %	14 %	41 %
<b>Concurrence<sup>10</sup></b>			
Pro-concurrence	47 %	15 %	38 %
Anti-concurrence	49 %	11 %	40 %
<b>Mondialisation<sup>11</sup></b>			
Pro-mondialisation	47 %	13 %	40 %
Anti-mondialisation	51 %	10 %	39 %
<b>Autofortarisme<sup>12</sup></b>			
Pro-autofortarisme	50 %	14 %	36 %
Anti-autofortarisme	48 %	9 %	43 %
<b>Autofortarisme<sup>13</sup></b>			
Gauche	61 %	14 %	25 %
Centre	42 %	16 %	42 %
Droite	38 %	9 %	53 %

Les enjeux associés au productivisme sont également liés à d'autres débats qui peuvent paraître plus éloignés des questions environnementales. Cela correspond à une trajectoire observée à plusieurs reprises et qui voit les enjeux environnementaux s'aligner sur les autres enjeux structurels, notamment ceux qui composent l'axe gauche/droite (place de l'État dans l'économie, redistribution des richesses, tolérance à l'égard de l'immigration...). Ainsi, les préférences sur la redistribution des richesses sont liées à la structure des réponses sur le conflit entre croissance et environnement : les répondants qui sont d'accord avec l'idée selon laquelle on doit prendre aux riches pour donner aux pauvres sont 51 % à privilégier l'environnement, contre 43 % de ceux qui ne sont pas d'accord. On constate des effets assez similaires pour la confiance dans le secteur public, plutôt que dans le secteur privé, tandis qu'il n'existe pas de réelles différences entre les répondants favorables à la concurrence et ceux qui y sont hostiles. De même, les personnes considérant qu'il faut un « homme fort » qui n'aurait pas à se soucier du

6. Voir dans cet ouvrage la question B3, Annexes, p. 220.

7. Q. Parmi les affirmations suivantes concernant la société dans laquelle nous vivons, laquelle correspond le mieux à votre opinion ? L'organisation de notre société doit être changée radicalement par une action révolutionnaire ; Notre société doit être améliorée progressivement, au moyen de réformes ; Notre société actuelle doit rester telle qu'elle est ; Vous ne savez pas (une seule réponse possible)

8. Q. Pour chacune des affirmations suivantes, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord ? Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ; Le libre-échange et la mondialisation ont été bénéfiques pour votre pays ; Dans votre pays, on a besoin d'un homme fort qui décide sans occuper du parlement (une seule réponse possible)

9. Q. Veuillez indiquer ce qui se rapproche le plus de votre opinion sur cette échelle : Une note de 0 signifie que vous êtes entièrement d'accord avec l'affirmation à gauche « Il faut renforcer la part du secteur privé dans l'économie (entreprises et industries) » ; une note de 10 signifie que vous êtes entièrement d'accord avec l'affirmation à droite « Il faut renforcer la part de l'État dans l'économie (entreprises et industries) » ; si vous avez une opinion intermédiaire, vous pouvez choisir tout nombre compris entre ces deux valeurs.

10. Q. Veuillez indiquer ce qui se rapproche le plus de votre opinion sur cette échelle : Une note de 0 signifie que vous êtes entièrement d'accord avec l'affirmation à gauche « La concurrence est nocive » ; une note de 10 signifie que vous êtes entièrement d'accord avec l'affirmation à droite « La concurrence est bénéfique » ; si vous avez une opinion intermédiaire, vous pouvez choisir tout nombre compris entre ces deux valeurs.

11. Quatre pays interrogés : Allemagne, États-Unis, France, Royaume-Uni.

parlement – une position plutôt autoritaire – sont 43 % à privilégier la croissance, contre 36 % des personnes qui ne sont pas d'accord avec cette idée.

Lattitude à l'égard de la mondialisation a un effet modeste : les personnes favorables au libre-échange et à la mondialisation tendent plus à privilégier l'environnement que celles qui y sont hostiles, et cet effet est particulièrement marqué dans les pays les plus développés. L'absence de questions portant sur les enjeux d'immigration ou d'identité dans le questionnaire empêche de vérifier que cette différence est bien liée à un niveau d'ouverture culturelle plus important chez les personnes les plus attachées à l'environnement. Un résultat souvent corroboré dans la littérature<sup>12</sup>. On notera aussi que les personnes pensant que la société doit être radicalement transformée par une action révolutionnaire privilégient nettement plus l'environnement (53 %) que celles qui souhaitent que la société reste telle qu'elle est (34 %), les personnes adoptant une position réformiste se situant à la moyenne.

Le lien entre la position sur le conflit croissance/environnement et les dimensions composant l'axe gauche/droite est confirmé dans l'échantillon de quatre pays – Allemagne, France, États-Unis, Royaume-Uni –, dans lesquels on a demandé aux répondants de s'autopositionner sur l'axe gauche/droite. On constate en effet que les répondants qui se situent à gauche de l'échiquier politique sont 61 % à prioriser l'environnement, contre 25 % qui privilégient la croissance. Ces taux sont de respectivement 38 % et 53 % pour les répondants qui se sont autopositionnés à droite. Deux mondes différents.

## CONCLUSION

L'analyse des résultats de l'ObsCOP dans les 30 pays étudiés indique donc que la priorité accordée par l'opinion publique à l'environnement surpasse celle donnée à la croissance et aux emplois. Il faut savoir raison garder. La croissance du PIB a constitué l'un des objectifs centraux – et consensuels – des politiques économiques depuis plus d'un siècle, et le désaveu des populations mondiales à l'encontre de la croissance et en faveur de l'environnement est à nuancer. Le choix de l'environnement, qui s'est tassé de 5 points au cours des quatre dernières années, n'est majoritaire que dans 11 pays, soit un tiers de l'échantillon. Par ailleurs, il existe des différences notables entre les pays, les groupes sociaux et, plus encore, entre les préférences idéologiques relatives à d'autres enjeux. Cela étant, la critique du productivisme est prégnante dans la totalité des pays étudiés – elle ne descend jamais en-deçà de 30 % de l'échantillon.

Aussi convaincus qu'ils puissent l'être de la nécessité de privilégier la protection de l'environnement plutôt que la croissance et les emplois, les répondants ne se font toutefois guère d'illusions sur la trajectoire que prendra leur pays sur cette question. Quand on leur demande ce qui, selon eux, va se passer dans leur pays dans les prochains mois, ils sont seulement 32 % à considérer que l'environnement sera prioritaire, même si cela entraîne un ralentissement de la croissance économique et des pertes d'emplois. Au contraire, ils sont 51 % à considérer que la croissance économique et les emplois seront prioritaires, même si cela a des effets négatifs sur l'environnement. La structure des préférences sur ce qu'il conviendrait de faire est à fronts renversés avec la structure des prédictions sur ce qui va advenir.

On peut voir là l'expression d'un certain réalisme. Alors que les preuves de la probable incompatibilité entre protection de l'environnement et croissance économique s'accumulent, rien n'indique que les élites politiques et économiques aient intégré cette réalité pour mettre à jour leurs logiques idéologiques. Dans les pays en développement, comme dans les économies (post-)industrielles les plus avancées, la croissance économique reste l'alpa et l'omnégas des politiques économiques, et tout indique que les responsables politiques ne sont pas à l'écoute de leur opinion publique sur ce sujet, comme sur d'autres<sup>13</sup>. Ce décalage entre opinion publique et action publique explique peut-être en partie la nouvelle vigueur des actions coups de poing ou de désobéissance civile – dans les musées, les aéroports ou sur les autoroutes. Pour une nouvelle génération d'activistes du climat, il s'agit de faire entendre la voix des 48 % de répondants qui considèrent qu'il faudrait donner la priorité à l'environnement. Une manière d'inciter les responsables politiques, d'autant plus à l'écoute des citoyens que les enjeux en question suscitent l'attention du public et des médias<sup>14</sup>, à questionner l'augmentation de la production comme voie privilégiée pour enrayer la dégradation des conditions d'habitabilité sur terre. ■

12. DUNLAP RILEY, MCCRIGHT Aaron et YAROSH Jerrod. « The political divide on climate change: Partisan polarization widens in the U.S. », *Environment, Science and Policy for Sustainable Development*, 2016, 58:5, 4-23. En ligne : <http://dx.doi.org/10.1080/00139157.2016.1208995>

13. BURSTEIN Paul. « Why estimates of the impact of public opinion on public policy are too high: Empirical and theoretical implications », *Social Forces*, 2006, 84(4): 2273-59.

14. BROMLEY-TRUJILLO Rebecca et POE John. « The importance of salience: Public opinion and state policy action on climate change », *Journal of Public Policy*, 2020, 40(2): 280-304.